



**Mémoire du Groupe actions solutions pauvreté**

***« Engagements du Parti Libéral du Canada : des investissements ambitieux attendus en matière de lutte à la pauvreté et à l'itinérance »***

**À Monsieur Pierre Breton, député fédéral de Shefford**

**Dans le cadre de la**

**Consultation pré-budgétaire du 22 janvier 2016 à Granby**

# 1. Mise en contexte

## Le Groupe actions solutions pauvreté

Le [Groupe Actions Solutions Pauvreté \(GASP\)](#) est une table de concertation intersectorielle qui s'est donné le mandat de mettre en commun les forces de tous les partenaires dans la recherche d'actions et de solutions concrètes aux problèmes de pauvreté vécus par plusieurs membres de notre communauté. Il représente plus d'une quarantaine d'organisations communautaires et institutionnels ainsi que des citoyens de la Haute-Yamaska et compte les trois paliers politiques à titre de membres associés.

Le GASP soutient le développement d'outils et de stratégies en fonction notamment des grands axes suivants : la sécurité alimentaire, le logement social et l'habitation, l'itinérance, l'éducation et la sensibilisation.

Le Groupe actions solutions pauvreté (GASP) est préoccupé du manque de précision sur les engagements proposés par le PLC face aux enjeux liés à la pauvreté et à l'exclusion sociale dans la dernière campagne électorale fédérale. Dans un pays riche comme le nôtre, il est socialement inacceptable que les conditions de vie des gens continuent à se détériorer. La situation nécessite des investissements importants afin d'éviter la dégradation de la situation à laquelle des coûts sociaux importants sont à prévoir.

Avant d'aborder les besoins locaux et les attentes de notre regroupement en matière de lutte à la pauvreté dans le cadre de la consultation pré-budgétaire, il apparaît important de recadrer la situation locale de la pauvreté et du contexte de croissance des inégalités sociales.

## Couverture des besoins de base

12,6% de la population de la Haute-Yamaska, soit 10 715 personnes, vit toujours sous le seuil du faible revenu (IDC, 2011) et ont de la difficulté à couvrir leurs besoins de base. Ce taux grimpe à 16,7% à Warden, à 16,8% à Waterloo, à 23,7% dans le secteur du Parc Horner et à 32,7% dans le centre-ville de Granby.

De plus, le revenu personnel moyen en Haute-Yamaska s'élève à 25 166\$, soit 4 030\$ de moins qu'en Montérégie Est où il est de 29 196\$ (IDC, 2011). Il y a donc un grand besoin sur notre territoire d'agir sur le plan du revenu.

## Croissance des inégalités sociales

Nous souhaitons que le gouvernement en place se soucie davantage des gens plus vulnérables en allouant des investissements ambitieux pour contrer le phénomène de croissance des inégalités sociales.

Selon le rapport d'OXFAM, « [Une économie au service des 1 %](#) », les inégalités galopantes créent un monde où 62 personnes possèdent autant que la moitié la plus pauvre de la population mondiale. Ce chiffre était de 388 il y a cinq ans. (...) L'écart entre la frange la plus riche et le reste de la population s'est creusé de façon spectaculaire au cours des douze derniers mois. (...) Oxfam réclame des mesures urgentes pour faire face à la crise des inégalités extrêmes, qui menace de faire reculer les progrès accomplis dans la lutte contre la pauvreté au cours de ce dernier quart de siècle. En priorité, l'ONG appelle à [mettre fin à l'ère des paradis fiscaux](#), qui a vu de plus en plus d'entreprises et de particuliers recourir aux centres offshore afin d'éviter de verser leur juste contribution à la société. Cette pratique prive les États de précieuses ressources nécessaires pour lutter contre la pauvreté et les inégalités.

D'autres sources traitent également des inégalités sociales :

- L'INM rapporte qu'« Une série d'études en arrivent à la même conclusion : depuis les années 1980, une large part de la croissance économique a profité aux riches, tandis que les pauvres et la classe moyenne ont vu leurs conditions s'étioler » (Grammond, 2011) ;
- L'OCDE affirme que la relance de la croissance économique et la réduction des inégalités « peuvent et doivent aller de pair. » ;
- Dans un pays aussi riche que le nôtre, 4,8 millions de personnes ont du mal à joindre les deux bouts pour payer leur loyer, nourrir leur famille, et satisfaire des besoins fondamentaux<sup>1</sup> ;
- Le taux d'imposition des sociétés est passé de 18 % en 2010 à 15 % en 2012 ;

## **2. Des besoins locaux à combler pour les personnes en situation de pauvreté et d'itinérance**

### **Situation en logement social selon le GASP**

- Avec une proportion de 5 logements sociaux par 1000 habitants, Granby se positionne 20<sup>e</sup> et dernière par rapport à 19 autres villes de taille similaire au Québec ;
- 343 personnes (juin 2015) sont toujours sur la liste d'attente de l'OMH de Granby ;
- Granby doit doubler l'offre de logements sociaux selon la cible de 600 unités ;
- Le Canada a été sévèrement critiqué par l'ONU en 1993, 1998 et 2006, notamment concernant le droit au logement ;
- Le fédéral s'est retiré de tout financement pour le développement de nouvelles unités de logement social à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1994.

---

<sup>1</sup> <http://www.dignityforall.ca/fr/NousAvonsUnPlan>

## Situation en itinérance selon le GASP

- Les ressources en itinérance et en aide alimentaire de la Haute-Yamaska constatent une complexification des du phénomène de la pauvreté : davantage de femmes, de travailleurs, de familles, d'aînés et des personnes issues de milieux ruraux, problématiques de santé mentale et toxicomanie ;
- Orientation SPLI (financement fédéral en itinérance) a imposé l'approche *Logement d'abord*. Dans le cadre de cette réorientation, la ressource d'hébergement d'urgence Le Passant s'est vu coupé son financement de 80 000\$, soit une diminution de 11 lits à Granby ;
- Besoin de financement récurrent permettant de répondre aux cinq besoins prioritaires en Haute-Yamaska : 1 386 300 \$/an, soit un effort de 0,04 \$ par jour par habitant ;
- Le fédéral n'investit que 0,01\$ par jour par habitant alors que l'itinérance coûte 0,68\$ par jour par Canadien ;
- La SPLI n'a pas été bonifiée depuis 1999 alors que le phénomène de l'itinérance s'accroît et se complexifie ;
- Besoin de bonifier la SPLI et de respecter la diversité des besoins en itinérance pour notre région, et ce au-delà d'une utilisation unique de l'approche *Housing First*.

Besoins en itinérance priorités en Haute-Yamaska	Montant annuel estimé
Consolidation des services existants grâce à un financement récurrent (ressources d'hébergement d'urgence pour hommes et femmes, optimisation du nombre et de la durée des interventions, accompagnement aux démarches de réinsertion, etc.)	445 000\$
Accueil de nuit ou service d'urgence	555 000\$
Service alimentaire	91 300 \$
Logement social supervisé ou avec soutien communautaire	45 000 \$
Suivi communautaire	250 000\$
<b>Total</b>	<b>1 386 300 \$</b>

Ce tableau démontre tout d'abord la nécessité d'agir sur plusieurs champs d'intervention. Alors que les intervenants locaux appellent à une diversité de moyens, le fédéral impose actuellement une approche basée sur un seul axe, soit l'insertion en logement de l'itinérance plus chronique.

Par ailleurs, une récente recherche canadienne<sup>2</sup> démontrait que l'itinérance coûte 7 milliards \$ par année, soit environ 0,70\$ par jour par habitant. Selon nos calculs, il n'en coûterait que 0,04\$ par jour par habitant de la Haute-Yamaska pour répondre aux besoins les plus impérieux en itinérance.

À l'heure actuelle, le fédéral investit en moyenne la somme ridicule de 0,01\$ par Canadien par jour dans sa stratégie des partenariats de lutte à l'itinérance (SPLI). Selon notre analyse, Ottawa

<sup>2</sup> <http://homelesshub.ca/node/35375>

devrait quadrupler son seuil d'investissement afin d'atteindre 0,04\$ pour répondre adéquatement aux besoins cruciaux en itinérance et garantir un éventail d'interventions.

Les priorités locales sont désormais identifiées de manière concertée mais les moyens nécessaires n'ont pas encore été insufflés pour réduire et prévenir ce phénomène, notamment en région. Une société qui se targue d'être développée comme la nôtre devrait se préoccuper davantage des plus démunis. Nous avons fait la démonstration que cela peut se faire à peu de frais tout en prévenant des coûts sociaux importants.

### **Situation en sécurité alimentaire**

- Hausse des demandes d'aide alimentaire de 15% par année au Partage Notre-Dame depuis les cinq dernières années, de 59% en trois ans (2011-2014) chez SOS Dépannage et de 31% entre 2014 et 2015 au CAB de Waterloo ;
- Hausse de 60% des demandes de dépannage alimentaire chez SOS Dépannage Moisson Granby depuis trois ans (2011-2014) ;
- Le *Réseau pour une alimentation durable* demande une politique alimentaire pour éradiquer la faim.

### **Situation de l'Assurance-Emploi**

- Des modifications et coupures ont réduit l'accès à l'Assurance-Emploi ;
- En 1990, 83% des chômeurs recevaient des prestations. Ce pourcentage a chuté à 42% en 1998 et à 36% en 2014.
- Selon l'Alliance de la fonction publique du Canada - région du Québec, « les trois quarts des prestataires sont désormais tenus, après 6 semaines au chômage, d'accepter un emploi différent de leur occupation habituelle, avec une rémunération de 20 à 30 % moindre, et jusqu'à une heure de leur domicile » ;
- Depuis 2013, les prestataires ne disposent plus d'une période de 8 à 12 semaines pour choisir librement leur travail.
- Il est désormais plus complexe et plus long pour un chômeur de contester une décision en sa défaveur ;
- L'assurance-emploi a servi à effacer la dette du gouvernement pour un montant 59 milliards au lieu de servir uniquement à assurer des prestations aux Canadiens qui ont cotisés.
- Les demandes d'aide augmentent au CAB de Waterloo, plusieurs personnes sont en attentes de revenus pour l'Assurance-Emploi ;
- Les délais sont longs et les gens n'ont pas vraiment d'économies pour faire face à ces situations ;

### **3. Des engagements du Parti Libéral du Canada**

#### **Engagement en logement social**

Le terme logement social n'apparaît pas sur le plan d'investissement du PLC, préférant financer le logement abordable au privé avec une cible visant plutôt la classe moyenne ou les gens ayant un revenu modeste. Granby accuse un retard important en matière de logements sociaux. Ce type d'intervention fait consensus par les acteurs sociaux. Les besoins sont notamment plus important

#### **Engagement en itinérance**

Lors de son passage à Granby, le 6 octobre 2015, M. Justin Trudeau a fait de la lutte à la pauvreté une de ses priorités s'est engagé à maintenir les programmes en place en réponse à la sortie médiatique du Groupe action solutions pauvreté (GASP) qui a relevé que près de 1,4 M\$ doivent être injectés dans cinq sphères «prioritaires» pour contrer la croissance de l'itinérance dans la région<sup>3</sup>.

«Entre septembre et décembre, les subventions de plusieurs projets vont tomber. Ce qui fait en sorte que les services en itinérance vont s'effriter», a souligné le coordonnateur du GASP, Nicolas Luppens, citant en exemple le refus par le fédéral d'appuyer la Stratégie de partenariat de lutte à l'itinérance (SPLI)<sup>4</sup>.

M. Trudeau a indiqué que le Parti libéral a l'intention de corriger le tir. «On va maintenir ces programmes et, surtout, on va augmenter [le financement]. On a un gouvernement qui n'investit pas assez dans des projets pour contrer la pauvreté.»<sup>5</sup>

Le PLC s'est engagé à augmenter le financement de lutte à l'itinérance mais ne s'est toujours pas avancé sur les sommes qui y seraient associé, ni sur le maintien d'une diversité d'approche.

#### **Engagement sur l'Assurance-Emploi et en sécurité alimentaire**

Le PLC a proposé en campagne une stratégie canadienne pour combattre l'insécurité alimentaire et un meilleur accès à l'Assurance-Emploi mais les mesures demeurent vagues et les moyens imprécis.

---

<sup>3</sup> <http://www.lapresse.ca/la-voix-de-lest/actualites/201510/06/01-4907396-trudeau-courtise-les-granbyens.php>

<sup>4</sup> Ibid

<sup>5</sup> Ibid

#### **4. Des attentes importantes du milieu et des groupes nationaux**

La population et les intervenants du milieu ont des attentes importantes concernant les défis sociaux locaux. Parmi celles-ci, nous tenons à souligner l'importance de :

- Doter le Canada d'une politique de lutte à la pauvreté comportant d'importants nouveaux investissements ;
- Bonifier l'enveloppe de la Stratégie des partenariats de lutte à l'itinérance (SPLI) de 20 M\$ à 50 M\$ pour le Québec et rétablir une approche globale dans le soutien aux actions des organismes, tant celles menées pour réduire que prévenir l'itinérance, ceci autant par l'intervention que différentes immobilisations ;
- Réinvestir massivement dans le logement social ;
- Développer un plan d'action visant à combattre l'insécurité alimentaire avec des ressources financières permettant d'élargir l'offre actuellement offerte ;
- Rehausser les revenus de l'État en s'attaquant aux évasions fiscales ;
- Doter le Canada d'une stratégie visant une meilleure redistribution des richesses en imposant davantage les grandes entreprises et les plus riches.

#### **5. Conclusion**

Nous sommes heureux de pouvoir offrir notre expertise dans le cadre des consultations pré-budgétaires du gouvernement en place.

En souhaitant que le prochain budget fédéral soit à la hauteur des engagements nommés lors de la campagne et qu'il permette de contrer la pauvreté et l'exclusion sociale de manière significative.

Nos sincères salutations à l'équipe chargée de cette présente consultation.

Nicolas Luppens

Coordonnateur du Groupe actions solutions pauvreté (GASP)

Tél: (450) 378-0990

[gasphauteyamaska@gmail.com](mailto:gasphauteyamaska@gmail.com)

[www.gasphauteyamaska@gmail.com](http://www.gasphauteyamaska@gmail.com)